

NOTE ECONOMIQUE 31/01/2017

[ALERTE PRIX] Le secteur agroalimentaire français pris en tenaille entre la montée des prix des matières premières agricoles et la guerre des prix de la grande distribution

Rédigée par Stéphane DAHMANI, Directeur du service Economie de l'ANIA

La formation des prix entre l'amont agricole et l'industrie agroalimentaire, que ce soit la première ou la deuxième transformation, constitue un facteur de rentabilité court terme très important pour notre industrie. La part des achats amont représente près de 55 % du chiffre d'affaires dans l'industrie agroalimentaire contre moins de 40 % dans le reste de l'industrie manufacturière (*Source : Agreste*).

En 2016, le prix des matières premières alimentaires a très fortement progressé, pour la première fois depuis 4 ans. Le prix des matières premières augmente ainsi de l'ordre de 12 % sur un an en décembre 2016, traduisant ainsi une volatilité toujours plus importante pour les industriels du secteur agroalimentaire. Pour rappel, depuis 2004, le prix des matières premières s'est redressé de près de 180 % (*Source : Insee*).

En 2016, ces tensions sur le prix des intrants traduisent notamment des conditions climatiques particulièrement défavorables (excès de pluie, manque de luminosité au printemps), qui ont obéré la production de grandes cultures. Ainsi, au total, la production de céréales reculerait de 24 % en 2016, et retrouverait son niveau le plus bas depuis 2003. Le rendement du blé tendre serait le plus bas depuis 30 ans. Dans ce contexte, le cours du blé tendre progresse de 16 % sur un an soit une progression inédite depuis décembre 2012 (*Source : FranceAgrimer*).

Ces évolutions affectent sensiblement le prix des matières animales, végétales et laitières. 2017 devrait marquer une poursuite des tensions inflationnistes.

Le prix du lait a entamé une remontée au cours du second semestre de l'année dernière, progressant de plus de 30 % début 2017 par rapport à janvier 2016. S'agissant du beurre et du gouda, les hausses sont encore plus notables (respectivement +56 % et +50 % en g.a en janvier 2017). Pour l'heure, aucune inflexion de cette tendance ne serait à signaler pour 2017 : les cours des poudres grasses et des fromages ingrédients devraient également se maintenir aux niveaux élevés actuels, tandis que les prix du beurre resteraient proches des records historiques actuels (*Source : FNIL*).

S'agissant des matières premières animales, les prix du porc (+22 %) se situent au début de l'année 2017 à un niveau bien supérieur à celui des années précédentes (*Source : FICT*). Le constat demeure identique du côté des matières premières végétales : le déficit de production enregistré en graines oléagineuses comme en olives se traduit début 2017 par une hausse significative du cours des huiles (+16 % sur le colza, +16 % sur l'olive, *Source : FNCG*).

CONTACT PRESSE

Constance MALFOY, Responsable des Relations Presse
cmalfoy@ania.net - 01 53 83 86 11

D'autre part, les fabricants français de saumon fumé sont confrontés à une situation économique très tendue depuis le début de l'année 2016 (*Source : ADEPALE*). Les cours de la matière première, qui représente entre 60 et 80 % de la valeur du produit fabriqué, atteignent des niveaux historiquement élevés (pics à +60 % par rapport à la moyenne de 2015, *source : Fishpool*), alors que les prix de vente aux consommateurs n'augmentent que très peu (+2,0 % sur un an, *Source : Panel de consommateurs Kantar*).

Enfin, dans le secteur des jus de fruits, les tensions sur les matières premières sont toujours importantes, notamment pour les jus d'oranges (le parfum le plus consommé en France). Les prix d'achat des jus d'orange par les industriels ont augmenté de plus de 50% par rapport à l'année dernière. (*Source : UNIJUS*)

La hausse du prix des matières premières est déjà perçue par les industriels du secteur agroalimentaire et affecte aujourd'hui significativement le coût de production, sans entraîner de hausse du prix de vente.

Depuis plusieurs mois, les prix de production suivent une tendance haussière, signalant ainsi une transmission de la hausse du prix des intrants aux coûts de production, qui se poursuivrait dans les prochains mois au regard de ses déterminants. Par ailleurs, la dernière enquête de conjoncture de l'Insee signale que les industriels de l'agroalimentaire sont de plus en plus nombreux à anticiper des hausses de prix dans les prochains mois. Les anticipations de prix futurs progressent ainsi nettement depuis 4 mois et retrouvent en janvier 2017 un niveau inobservé depuis 3 ans.

Néanmoins ces tensions, aussi vives soient-elles, ne se transmettent toujours pas le long de la chaîne de valeur : la déflation alimentaire atteint -1,1 % en moyenne en 2016 et (-0,5 % sur un an en décembre), dans un contexte où l'inflation des biens et services s'est graduellement redressé en France cette année (+0,6 % en g.a en décembre 2016). Dans l'alimentaire, la déflation perdure ainsi depuis le mois d'octobre 2013, pour atteindre près de 4 % au total (*Source : IRI*).

La situation financière des entreprises agroalimentaire continue de se détériorer sous l'effet d'un effort de marge déjà très important des industriels

Depuis deux ans, à la guerre des prix généralisée, s'est adjointe une guerre des promotions : le chiffre d'affaires des produits sous promotions a en effet augmenté de près de 7 % depuis 2015. Cette guerre des promotions alimente la spirale déflationniste sans faire croître les marchés. La consommation peine en effet à redécoller, décélérant même sur l'ensemble de l'année 2016, dans un contexte de reprise du pouvoir d'achat pourtant porteur. **En revanche, la situation financière du secteur agroalimentaire constitué pour 76 % de TPE, continue d'être précaire : le taux de marge baisse en effet tendanciellement depuis plusieurs années, alors qu'il a retrouvé son niveau d'avant crise dans l'ensemble de l'industrie manufacturière** (*Source : Insee*).

Cette tendance s'est notamment observée en 2016 dans l'alimentaire (baisse du taux de marge d'un point), alors que le CICE, le niveau bas du cours du pétrole et des taux d'intérêt, auraient dû conduire à une restauration des marges dans le secteur. Ces facteurs ponctuels et, pour la plupart, circonstanciels ne devraient plus s'observer en 2017, de sorte que la guerre des prix et des promotions, dans un contexte de résurgence des tensions inflationnistes, pourrait s'avérer encore plus dommageable dans les mois à venir pour le secteur agroalimentaire.

En savoir plus par catégorie de produit :

- http://www.unijus.org/fichiers/20170116124709_CP_CRISE_DE_LA_PRODUCTION_ORANGE_S_BRESIL_12_01_2017_Vdef.pdf
- <http://www.fict.fr/2016/12/15/negociations-commerciales-communique-de-presse-fict-industrie-de-charcuterie-salaison-pression/>

CONTACT PRESSE

Constance MALFOY, Responsable des Relations Presse
cmalfoy@ania.net - 01 53 83 86 11